



## JOURNÉE SRP – 21 AVRIL

### Session B: Améliorer l'analyse de la pauvreté et des données

#### Renforcement des capacités :

1. Il faut préciser comment les OSC, les bailleurs de fonds et les institutions financières internationales peuvent renforcer la capacité de la société civile à collecter des données et à les analyser. Il faut définir clairement le type de capacités nécessaires au niveau national.
2. Il faut également reconnaître et utiliser les capacités existantes de la société civile. Celle-ci peut proposer différents types d'analyse pour contribuer au débat.
3. Parallèlement, les institutions financières internationales doivent reconnaître et utiliser les analyses réalisées. Les OSC contribuent déjà à des analyses sur la pauvreté et des études d'impact de différents types. Le simple fait de consulter la société civile et de lui permettre de donner son avis sur ces questions peut renforcer ses capacités. Les bailleurs de fonds et les institutions financières internationales doivent veiller à consulter un plus grand nombre d'acteurs.
4. Nous souhaiterions que la Banque mondiale formule des recommandations concrètes sur la façon dont elle pourrait travailler davantage avec la société civile pour faciliter le renforcement des capacités des OSC et favoriser les partenariats avec ces organisations dans ce domaine. Toutefois, il faut également comprendre pourquoi beaucoup des analyses existantes réalisées par des ONG ne sont pas utilisées.
5. Toujours à propos du renforcement des capacités, il s'agirait de rendre les pouvoirs publics mieux à même de réaliser des analyses sur la pauvreté et des études d'impact, un aspect également prioritaire pour améliorer l'appropriation et la qualité de ce travail. Nous souhaiterions aussi en savoir davantage sur les programmes de formation de la Banque destinés aux fonctionnaires, qui démarrent cette année.

#### Définition des pauvres :

- On s'est accordé à reconnaître qu'il faut envisager une définition de la pauvreté qui tienne compte de ses multiples dimensions, notamment sociales et environnementales. Dans chaque pays, il faut se mettre d'accord sur une définition de la pauvreté pour que les analyses d'impact soient plus précises. La Banque mondiale doit travailler avec les pays pour y parvenir.

#### Consultation et participation des OSC :

- Le sentiment général est que les études d'impact sur les conditions de vie et la pauvreté (PSIA) sont orchestrées par la Banque. Les OSC doivent être davantage consultées et plus étroitement associées aux études d'impact et aux analyses sur la pauvreté réalisées par les institutions financières internationales.



- Il faut voir dans la participation des OSC toute une série de possibilités, qu'il s'agisse de leur consultation à l'occasion d'ateliers, de leurs analyses de données socioéconomiques ou de leur rôle d'interlocuteur. Conjointement avec les institutions financières internationales, nous devons exploiter ces possibilités au maximum.
- Il faut élargir le travail à d'autres types d'analyses (sans le limiter aux PSIA) et examiner le choix des réformes à analyser.
- Partenariat : s'employer à examiner comment les ONG locales peuvent travailler avec les ONG internationales, et avec les instituts de recherche, les syndicats, les organisations de proximité, etc.

#### Analyse macroéconomique :

- Il faut également améliorer la participation de la société civile à l'élaboration des politiques macroéconomiques, lesquelles doivent faire l'objet d'un débat plus large. Les OSC sont désireuses de participer au débat sur un certain nombre de politiques macroéconomiques. Les questions de déficits et d'objectifs budgétaires sont des sujets sur lesquels les ONG ont déjà travaillé.
- Le FMI devrait essayer de communiquer les grandes lignes du cadre macroéconomique ainsi que les hypothèses qui sous-tendent ses choix. Les scénarios possibles doivent être expliqués et compris, et les choix opérés clairement exposés. Il faudrait également s'efforcer de mieux faire comprendre les politiques macroéconomiques à la société civile, solliciter l'avis des OSC et, au minimum, améliorer les échanges entre les pouvoirs publics et le FMI pour parvenir à un consensus sur un cadre macroéconomique, ce qui est rarement le cas (comme cela a été indiqué ce matin en séance plénière).

#### Autres scénarios :

- Il est également recommandé que les analyses soient plus complètes et que l'analyse des réformes fasse une plus large place à d'autres scénarios. Les études d'impact devraient présenter toute une gamme de réformes possibles, avec leurs impacts, ces derniers n'étant pas suffisamment examinés actuellement. La société civile joue un rôle en proposant d'autres solutions envisageables. Il s'agit là de méthodes qui font autorité, recommandées par la Banque mondiale. La Banque doit donc veiller à ce que ces méthodes soient effectivement reprises dans le cadre de ses opérations ordinaires.